



Royaume des Pays-Bas

# MASOLO

Nr 44 / Novembre 2016



## BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA

# Doing Business 2017

## Equal Opportunity for All



### La Banque Mondiale a publié le *Doing Business Report* pour 2017

Chaque année, la Banque mondiale répertorie tous les pays en fonction de leur facilité à entreprendre des affaires. Dans le classement de cette année, 190 pays ont été répertoriés. Dans le dernier rapport 2017, les Pays-Bas ont été classés en 28<sup>ème</sup> position, la RDC est restée à la 184<sup>ème</sup> place, et le Congo à la 177<sup>ème</sup> place (-1). Plusieurs facteurs sont pris en compte par la Banque Mondiale. Les Pays-Bas restent n°1 dans le domaine du commerce transfrontalier, en comparaison à la RDC et du Congo qui ont le score le plus bas de tous les pays (188<sup>ème</sup> et 182<sup>ème</sup>, respectivement). Les deux pays sont également mal classés pour la catégorie 'paiement des impôts' (177<sup>ème</sup> et 183<sup>ème</sup>, alors que les Pays-Bas occupent la 20<sup>ème</sup> position).

En RDC, des améliorations ont été notées du côté des 'permis de construction' (+ 15 places comparé à l'année dernière, maintenant 114<sup>ème</sup>) et 'l'accès à l'électricité' (+5 places, maintenant 175<sup>ème</sup>). Le Congo a obtenu les mêmes scores que l'année dernière, pour la section 'facilité de faire des affaires'. (Source: doingbusiness.com. Photo: bdnews24.com)

#### Actualités néerlandaises

- PAGE 2**
- Unilever accusé d'utiliser le Brexit pour augmenter ses prix
  - Ploumen : Financement intelligent, une nécessité pour la Banque mondiale
  - Fund Sustainable Water : Ouverture pour la soumission des notes conceptuelles
  - Le Gouvernement néerlandais financera le programme MAP
  - Lancement d'un projet pilote en vue de stocker de l'énergie solaire dans des voitures électriques

#### Actualités en RDC

- PAGE 3**
- La RDC et la Tanzanie signent un MoU pour explorer le Tanganyika
  - Ivanhoe Mines rapporte une estimation des ressources de Kakula
  - Indice Ibrahim : la RDC gagne 2 points et occupe la 46<sup>ème</sup> place
  - La BCC revoit à la baisse le coefficient des réserves obligatoires
  - La RDC parmi les pays impliqués dans le scandale des pots de vin
  - La Gécamines cherche l'arbitrage
  - Un moratoire pour faciliter l'importation des produits de base

#### Congo-Brazzaville

- PAGE 4**
- Les avions de la compagnie nationale cloués au sol pour endettement
  - Le Congo s'est doté d'une grande école du numérique
  - Le gouvernement congolais appelé à réduire son train de vie
  - Le Congo a besoin de \$2 milliards pour lancer un vaste programme
  - La dette souveraine congolaise n'attire pas les investisseurs

#### PAGE 5 Post scriptum

- Appel d'offre : Avis de marché de fournitures
- Informations pratiques & Contact



### Unilever accusé d'utiliser le Brexit pour augmenter ses prix



Le géant alimentaire anglo-néerlandais, Unilever, a été accusé de chantage auprès des détaillants en utilisant le Brexit comme excuse pour augmenter ses prix, même sur des produits qui sont fabriqués au Royaume-Uni. Le supermarché britannique Tesco a refusé d'accepter une augmentation des prix de 10%, en retirant de ses rayons, plus de 200 produits d'Unilever. Unilever a dit qu'il mettrait fin à ses livraisons aux magasins si les détaillants rejettent les prix plus chers, et que cette augmentation était nécessaire pour compenser la dépréciation de la livre sterling suite au référendum du Brexit.

Selon The Guardian, Unilever a essayé de charger beaucoup d'autres détaillants tels que Sainsbury, Asda et Morrisons. Le Directeur financier, Graeme Pikhethly, a été cité en disant qu'une hausse des prix pour compenser la hausse des coûts est une composante normale en affaires, et qu'il est convaincu que le différend avec Tesco sera rapidement résolu. (Source: Dutchnews.nl. Photo: The Sun)

### Le Gouvernement néerlandais financera le programme MAP



Le gouvernement néerlandais a annoncé le financement de l'initiative du FENU Making Access Possible (MAP) pour les 3 prochaines années, avec un budget total d'un montant de €3 millions. MAP est un cadre de diagnostic et de programmation multi-pays pour élargir l'accès aux services financiers pour les particuliers et les micros et petites entreprises. Il est actuellement en cours d'exécution dans 13 pays, dont la RDC. Travaillant avec un large éventail d'intervenants au sein du gouvernement, du secteur privé et de la communauté des donateurs, elle vise à l'inclusion financière.

Cette inclusion n'est pas poursuivie comme un objectif en soi, mais plus comme but pour améliorer le bien-être des ménages, en soutenant les moyens de subsistance et en contribuant à la croissance économique et de l'emploi par la compréhension de « l'économie réelle ». Les approches sont adaptées à l'environnement du pays en vue de renforcer l'inclusion financière. Pour plus d'informations, veuillez visiter [uncdf.org](http://uncdf.org). (Source & Photo: UNCDF)

### Ploumen : Financement intelligent, une nécessité pour la Banque mondiale



Depuis que la Banque mondiale (BM) a connu une expansion sur des nouveaux projets, la demande de prêts traditionnels ne fait qu'augmenter. Pour répondre à cette demande croissante, la banque est à la recherche de moyens pour renforcer son équilibre. Le Président de la BM, Jim Yong Kim, a indiqué que cela semblait impossible sans apport de capital supplémentaire de la part des États membres.

Mme Ploumen (Ministre néerlandaise du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement), déclaré que la BM doit d'abord commencer à travailler plus efficacement avant d'entamer des discussions sur les apports en capitaux supplémentaires: elle veut voir si des régimes d'épargne et l'existence d'une autre division peuvent déjà résoudre les besoins en capitaux. Au printemps prochain, lors d'une nouvelle délibération internationale, il deviendra plus clair si la proposition néerlandaise, de gérer plus localement, sera soutenue. La décision sur le capital de la banque devrait être prise en automne prochain. (Source: nu.nl. Photo: AD)

### Fund Sustainable Water : Ouverture pour la soumission des notes conceptuelles

Le Fonds de l'eau durable a été ouvert pour la troisième fois. Les notes conceptuelles, étape obligatoire dans la procédure de demande de subvention de projet, pourront être soumises jusqu'au 8 décembre 2016, pour le premier tour. L'ouverture se fera en deux tours: les demandes pour le premier tour peuvent être présentées depuis le 26 Septembre 2016 jusqu'au 27 février 2017.

Le budget total de la subvention est de € 30 millions. Le second tour, sera ouvert à partir d'automne 2017. Pour être éligible à ce fonds, les projets doivent adhérer à l'un des thèmes inclus dans la politique de RVO et du ministère néerlandais des affaires étrangères. Elles concernent l'amélioration de la gestion des bassins versants et deltas sûrs, l'utilisation rationnelle de l'eau, en particulier dans l'agriculture, et, enfin, l'accès à l'eau potable, l'assainissement et le traitement des déchets (WASH). (Source: RVO.nl)

### Lancement d'un projet pilote en vue de stocker de l'énergie solaire dans des voitures électriques



Les instituts de recherche, les entreprises et les gouvernements régionaux à Hambourg, Louvain, Leicester, Oslo et Amsterdam vont coopérer pour expérimenter le stockage de l'énergie solaire dans les voitures électriques. Le Collège d'Amsterdam dirigera le projet de recherche sur la façon dont l'énergie d'une voiture électrique pourrait fournir de l'énergie pour une rue entière. La technique Vehicle2Grid sera utilisée: une technique qui permet aux ménages et aux entreprises de stocker de l'énergie électrique d'origine solaire dans leurs voitures. Les batteries pouvant être utilisées plus tard, la dépendance à l'énergie « sale » diminuera.

L'objectif de la SEEV4City, un projet européen, est de tester cette technologie à grande échelle. Les chercheurs d'Amsterdam vont recueillir et analyser une grande base de données, ce qui leur permettra, entre autres, de prédire la production et la consommation d'énergie propre. En outre, ils préciseront dans quelle mesure les différentes applications pourront être réalisables techniquement et financièrement. (Source: RVO.nl. Photo: Environnement et Energie)

## La RDC et la Tanzanie signent un MoU pour explorer le Tanganyika

La RD Congo et la Tanzanie ont signé un mémorandum d'entente pour l'exploitation et le développement en commun des hydrocarbures contenus dans le lac Tanganyika, qui chevauche la RDC, la Tanzanie, la Zambie et le Burundi. Un pas important vers la réalisation du projet commun, voulu par les deux parties et qui consiste à explorer de façon conjointe le plan d'eau.

« Nous avons signé un protocole d'accord pour échanger des expériences relatives à l'exploration et l'exploitation du pétrole dans le lac Tanganyika (...) Nous sommes convaincus qu'il y a du pétrole dans le lac Tanganyika », a expliqué Joseph Kabila, le président de la RDC après la signature du document. Les quatre pays ont prévu de se retrouver très prochainement pour démarrer les tractations et aboutir rapidement à un accord commun pour le développement des ressources du lac. (Source : Agence Ecofin)

## Indice Ibrahim : la RDC gagne 2 points et occupe la 46ème place



Désormais, la République démocratique du Congo (RDC) occupe la 46ème place sur 54 pays, dans l'indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG), pour 2016. Le pays a obtenu un score global de 35,8 sur 100. Comparé à celui de 2015 où la RDC occupait la 48ème place avec un score de 33,9 sur 100, la RDC a « théoriquement » amélioré sa gouvernance.

Le score s'est amélioré de +2,7 points au cours des dix dernières années. Cependant, dans la sous-catégorie « Sécurité Personnelle », la RDC a vu son score diminuer de -10,4 points sur la même période. En Afrique, la RDC n'est pas le seul pays à connaître cette situation jugée alarmante, près de deux tiers de citoyens africains vivent dans un Etat où la sécurité et l'état de droit se sont dégradés au cours des dix dernières années. (Source: Mediacongo. Photo: Africanews)

## La Gécamines cherche l'arbitrage

La RDC s'est tournée vers les tribunaux internationaux dans le but de forcer Freeport-McMoRan Inc. et Lundin Mining Corp. à changer leurs conditions de sortie de l'une des plus grandes mines du pays. La Gécamines, une entreprise minière d'Etat, a déposé une plainte auprès de la Cour internationale d'arbitrage à Paris contre TF Holdings Ltd., un groupe basé aux Bermudes, qui gère la propriété, de Freeport et Lundin de la mine, a dit le Secrétaire général Deogratias Ngele Masudi.

La Gécamines exige, entre autres choses, que tout changement indirect de propriété de la mine de Tenke Fungurume (TFM) soit bloqué sauf autorisation du minier de l'Etat, a-t-il ajouté. « La Gécamines a lancé un processus d'arbitrage international pour faire valoir sa position sur l'évolution de son contrôle indirect de TFM, y compris la question du droit de premier refus », a déclaré Masudi. La société reste « prête à explorer une approche plus acceptable pour faciliter la sortie volontaire des partenaires actuels, » a-t-il dit. (Source: Bloomberg)

## Ivanhoe Mines rapporte une estimation des ressources de Kakula



Robert Friedland, président exécutif d'Ivanhoe Mines, et Lars-Eric Johansson, chef de la direction, ont annoncé que leur entreprise a réalisé une estimation (vérifiée indépendamment) des ressources minérales supérieures découverte sur le projet Tier One Kamoa Copper, à proximité du centre minier de Kolwezi en RDC. Kakula est la seconde découverte majeure sur le permis d'exploitation minier Kamoa, au cours des 8 dernières années.

Un groupe de recherche et de consultation industrielle internationale, Wood Mackenzie, a démontré de façon indépendante que le projet Kamoa-Kakula est la plus importante découverte de cuivre en Zambie et en RDC, ce qui constitue la plus importante découverte de cuivre jamais faite dans l'histoire de l'exploitation minière sur le continent africain. La recherche montre également que Kamoa-Kakula figure déjà parmi les 10 plus grands gisements de cuivre au monde. Les essources indiquent un total de 192 millions de tonnes à une teneur en cuivre de 3,45%. (Source: Junior Mining. Photo: The Northern Miner)

## La BCC revoit à la baisse le coefficient des réserves obligatoires

Le taux de coefficient des réserves obligatoires est passé de 9 à 12% pour les dépôts à vue des devises et de 10 à 13% pour les dépôts à terme. Selon le gouverneur de la BCC, Deogratias Mutombo, son institution a préféré garder le statu quo en ce qui concerne le coefficient pour les dépôts en monnaie nationale.

« Par cette ponction d'une partie de la liquidité excédentaire qui peut atteindre 80 ou 90 milliards de FC (plus de 93 millions USD), l'objectif est d'obtenir à amener les banques à ne pas transformer à tout moment les dépôts en francs congolais en devises étrangères », a-t-il indiqué. Toujours dans l'objectif de mettre fin à la dépréciation du franc congolais face au dollar américain, la BCC a relevé, le mois dernier, à 7% son taux directeur et vendu des devises aux banques commerciales. (Source: Radio Okapi)

## La RDC parmi les pays impliqués dans le scandale des pots de vin

Les révélations faites par l'agence américaine Bloomberg font état de plus de 100 millions USD d'Och-Ziff – un fonds d'investissement newyorkais –, et d'autres partenaires qui auraient été payés aux fonctionnaires de la RDC, sur une période de 10 ans, afin d'avoir accès à des prix préférentiels et bénéficier des opportunités dans le secteur minier, contrôlé par le gouvernement.

Och-Ziff Capital Management Group, a été condamné à verser 413 millions de dollars à la justice américaine pour des pratiques de corruption sur le continent africain depuis 2 ans déjà, Och-Ziff était sous le coup d'une enquête de la Securities and Exchange Commission (SEC, le gendarme financier américain) et du Département de la Justice pour versement de pots-de-vin à des dirigeants dans plusieurs pays africains dont la Lybie, le Zimbabwe, le Tchad, la Guinée, le Niger et la RDC. (Source: Le Potentiel)

## Un moratoire pour faciliter l'importation des produits de base



Le gouvernement a accordé aux opérateurs économiques un moratoire de trois mois à partir du mois d'octobre afin de faciliter l'importation des produits de première nécessité dans le pays. C'est l'une des recommandations de la réunion qui avait réuni les membres de la fédération des entreprises du Congo (FEC) et le ministère de l'économie. L'objectif poursuivi à travers cette mesure est d'assurer l'approvisionnement du marché national afin que la RDC ne connaisse pas de pénurie de produits de première nécessité à l'approche des fêtes de fin d'année.

Ce moratoire consiste aux allègements fiscaux et douaniers ainsi qu'à la réduction des contrôles économiques et fiscaux aux frontières, a précisé Modeste Bahati, le ministre national d'économie. Le gouvernement a par ailleurs décidé de mettre à la disposition des importateurs des moyens de paiement en devises pour faciliter l'importation des produits comme le riz, le sucre, l'huile, les poissons et d'autres produits de première nécessité. (Source: Radio Okapi. Photo: dakaractu.com)



## Les avions de la compagnie nationale cloués au sol pour endettement



L'Agence pour la sécurité et de la navigation aérienne (Asecna) a interdit aux avions d'Équatorial Congo Airlines (ECAir) de décoller en Afrique et à Madagascar, pour des dettes impayées. « En raison de l'endettement, la direction générale de l'Asecna vient d'instruire la suspension de la fourniture des services de la navigation aérienne à tous les vols d'Ecair sur toutes les plateformes Asecna à compter du 10 octobre 2016 », indique la lettre adressée par l'Asecna à l'Agence congolaise de l'aviation civile (Anac).

La lettre ne donne aucune indication sur le montant de la dette réclamée. Depuis, à l'aéroport de Maya-Maya (Brazzaville) aucun vol ECAir n'a été programmé au grand dam de ses clients qui ont découvert une note sur ses bureaux sur laquelle on pouvait lire : « Pour des raisons opérationnelles, la compagnie ECAir vous informe que tous nos vols domestiques, régionaux et internationaux sont suspendus ». (Source: AFP. Photo: ECAir)

## Le Congo a besoin de \$2 milliards pour lancer un vaste programme



La République du Congo se bat pour réunir \$2 milliards en vue de mettre en application son « vaste programme de retour à la terre », a déclaré le ministre d'État congolais en charge de l'agriculture, Henri Djombo. Le programme vise également à réduire l'exode rural dans le pays où 2/3 de la population vit dans les villes alors qu'elle était rurale à 66 % dans les années 1970, explique M. Djombo. « Aujourd'hui, nous nous préparons avec les partenaires financiers pour passer à une autre étape qui doit réunir aussi bien les bailleurs de fonds que les investisseurs dans une conférence internationale pour soutenir le programme congolais », précise M. Djombo.

Le programme s'étalera sur trois ans, d'après lui. A la question de savoir comment appliquer un tel programme national dans la région sud du Pool en proie à des affrontements réguliers, le ministre congolais lance la balle du côté des insurgés. (Source : La voix de l'Amérique. Photo: viacampesina.org)

## Le Congo s'est doté d'une grande école du numérique



Le Premier ministre du Congo, Clément Mouamba, a inauguré le 17 octobre 2016, à Brazzaville, la grande école du numérique du Congo (Genc). L'établissement d'enseignement supérieur, premier du genre dans le pays, sera consacré à la formation de la jeunesse congolaise dans les métiers des TIC. Au-delà des concepteurs de sites web, l'école formera également des développeurs d'applications, des codeurs, et d'autres spécialités qui contribueront à la diversification de l'économie congolaise. Pour sa première année, l'école formera d'abord une quarantaine de formateurs, qui ensuite formeront près de 1000 jeunes congolais chaque année.

Pour Clément Mouamba, « le numérique est devenu le passage obligé de tout processus de développement. Au Congo, environ 90% des métiers seront concernés. La première étape consiste, à mon avis, à repenser la formation des animateurs de cette nouvelle économie. Car, le numérique permet de redistribuer les cartes de la réussite sociale et professionnelle pour ceux qui n'ont pas pu accéder à des compétences ». (Source : Agence Ecofin. Photo: journaldebrazza.com)

## Le gouvernement congolais appelé à réduire son train de vie

Le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, a appelé son gouvernement à réduire son train de vie, afin de faire face à ces moments difficiles, accentués par la dépression financière, que connaît le pays en rapport avec la baisse des prix du baril de pétrole, principale ressource financière du Congo. A cet effet, le président Nguesso a rappelé que : « l'adoption attendue de cette loi de finance, la première de son quinquennat qui va mettre en œuvre le programme de La marche vers le développement, s'inscrit dans un contexte de dépression financière ».

Il a saisi cette occasion pour inviter son gouvernement à réaffecter une partie des crédits ainsi économisés aux secteurs prioritaires que sont notamment l'agriculture, la formation qualifiante, l'artisanat et les PME/PMI, la lutte contre les érosions, l'assainissement des deux principales villes du pays que sont : Brazzaville et Pointe-Noire. (Source : APA)

## La dette souveraine congolaise n'attire pas les investisseurs



L'emprunt souverain international de la république du Congo, d'un montant de \$480 millions et arrivant à maturité en fin juin 2029, pour un taux initial de 4%, peine à rallier la confiance des investisseurs sur le marché secondaire international. Selon des données fournies par l'initiative pour les marchés financiers en Afrique (AFMI), les titres congolais étaient les moins cotés de la quarantaine d'euro-obligations africains.

Leurs valeurs étaient à seulement 70% de ce qu'elles étaient au moment de l'émission. Le niveau des cours actuels de cet euro-obligation s'inscrit en déphasage avec la ruée des investisseurs sur les obligations internationales africaines. Ces dernières offrent présentement des rendements jugés intéressants. Les rémunérations qu'elles offrent sont supérieures en terme de marge, comparées à celles de pays développés qui, pour certains, offrent des taux nuls, voir négatifs. Les perspectives macro-économiques sont légèrement positives pour le Congo sur la période allant jusqu'en 2021. (Source : Les Echos du Congo Brazzaville. Photo: RFI)

# POST SCRIPTUM



Cellule d'appui à l'Ordonnateur national  
du Fonds européen de développement

MINISTÈRE  
DES FINANCES



## AVIS DE MARCHÉ DE FOURNITURES

|                             |   |   |
|-----------------------------|---|---|
| Concerné                    | Conception, fabrication, fourniture et livraison de bateaux multifonctions modulaires à la Régie des Voies Fluviales  | Fourniture d'une vedette hydrographique pour la RVF   |
| Lieu d'exécution            | Kinshasa, DR Congo  | Kinshasa, DR Congo  |
| Référence de publication    | EuropeAid/137950/IH/SUP/CD  | EuropeAid/138005/IH/SUP/CD  |
| Procédure                   | Ouverture internationale  | Ouverture internationale  |
| Intitulé du programme       | Projet d'Appui à la Navigabilité des Voies Fluviales et Lacustres en RDC  | Projet d'Appui à la Navigabilité des Voies Fluviales et Lacustres en RDC  |
| Financement                 | 10ème Fonds Européen de Développement   | 10ème Fonds Européen de Développement   |
| Pouvoir adjudicateur        | Ministère congolais des finances  | Ministère congolais des finances  |
| Description du marché       | L'objet du marché est la conception, la fabrication, la fourniture et la livraison de bateaux multifonctions modulaires, par le contractant, à la Régie des Voies Fluviales (RVF) bénéficiaire, dans le cadre du Projet d'appui à la Navigabilité des voies Fluviales et Lacustres en RDC.  | L'objet du marché est la conception, la fabrication, la fourniture, la livraison, le déchargement, le montage, la mise en service, l'entretien, le service après-vente par le contractant, d'une vedette hydrographique équipée d'équipements électroniques destinés notamment à effectuer des relevés bathymétriques, à la Régie des Voies Fluviales (RVF) bénéficiaire, dans le cadre du Projet d'Appui à la Navigabilité des Voies Fluviales et Lacustres en RD Congo.   |
| Nombre et intitulé des lots | Trois (3) lots  | Deux (2) lots   |
| Date de clôture             | 14 novembre 2016  | 18 novembre 2016  |
| Plus de renseignements      | <a href="https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSS-Chck=1473262899566&amp;do=-publi-detPUB&amp;searchtype=AS&amp;Pg-m=7573837&amp;zgeo=35394&amp;deb-pub=01%2F03%2F2016&amp;orderby=upd&amp;orderbyad=Desc&amp;nbPubliList=15&amp;page=1&amp;aoref=137950">https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSS-Chck=1473262899566&amp;do=-publi-detPUB&amp;searchtype=AS&amp;Pg-m=7573837&amp;zgeo=35394&amp;deb-pub=01%2F03%2F2016&amp;orderby=upd&amp;orderbyad=Desc&amp;nbPubliList=15&amp;page=1&amp;aoref=137950</a> | <a href="https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSS-Chck=1473262899566&amp;do=publi-detPUB&amp;searchtype=AS&amp;Pg-m=7573837&amp;zgeo=35394&amp;deb-pub=01%2F03%2F2016&amp;orderby=upd&amp;orderbyad=Desc&amp;nbPubliList=15&amp;page=1&amp;aoref=138005">https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSS-Chck=1473262899566&amp;do=publi-detPUB&amp;searchtype=AS&amp;Pg-m=7573837&amp;zgeo=35394&amp;deb-pub=01%2F03%2F2016&amp;orderby=upd&amp;orderbyad=Desc&amp;nbPubliList=15&amp;page=1&amp;aoref=138005</a> |

## INFORMATIONS PRATIQUES

### Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

#### Coordonnées

11, avenue Nzongotolo  
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600

Urgence : +243 99 818 62 24

Fax : +243 99 6050 629

E-mail : [kss@minbuza.nl](mailto:kss@minbuza.nl)

#### Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa  
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

#### Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30

Vendredi / 08:00 – 13:30

#### Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 -12:00

Les autres jours uniquement sur RDV.

### Consulat de Brazzaville

#### Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou  
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

#### Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)

Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

#### Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey

Tel : +242 06 924 14 07

E-mail: [hamvanbaggum@yahoo.fr](mailto:hamvanbaggum@yahoo.fr)

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627

E-mail : [kss-hb@minbuza.nl](mailto:kss-hb@minbuza.nl)

#### Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à [kss-hb@minbuza.nl](mailto:kss-hb@minbuza.nl) si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.

Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur [www.linkedin.com](http://www.linkedin.com)



**M. Gerard Michels** (Ambassadeur)

**Mme Corina van der Laan** (Chef de mission adjoint)

**M. Francis Wilanga** (Sr Economic policy officer)

**Mme Sandy Makola** (Economic policy officer)

**Mme Iris Leerdam** (Stagiaire)

